RVH2020 : Comment écrire l'histoire des « ingouvernables » ?

Rachel Renault, Le Mans, *Le Monde* 08.10.2020

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/08/rendez-vous-de-l-histoire-de-blois-l-histoire-des-ingouvernables-implique-tout-un-art-de-la-lecture_6055218_3232.html
http://clioweb.free.fr/blois/rvh2020-gouvernes.pdf

Les formes de résistances individuelles ou collectives de ceux qui ne veulent pas être « tellement » gouvernés sont multiples mais laissent peu de traces dans les archives, sinon du point de vue des oppresseurs, analyse l'historienne Rachel Renault (Le Mans).

Tribune. En se donnant pour thème « gouverner », les Rendez-vous de l'histoire de Blois 2020 s'interrogeront certes sur les décideurs, mais ils auront aussi à se pencher sur la substance gouvernée, sur sa malléabilité comme sur sa résistance. Car ce ne sont pas des choses inertes que l'on gouverne, mais des corps et des âmes qui ne sont pas l'entité abstraite que les serviteurs de l'Etat moderne ont parfois voulu imaginer. Tantôt vue comme une masse indifférenciée et passive, tantôt comme une menace chaotique et bestiale, la foule des gouvernés inquiète souvent des autorités conscientes de la fragilité de leur emprise.
A la prolifération des « arts de gouverner » qui a accompagné la construction des Etats dits modernes a répondu la prolifération, en retour, d'un art aux mille nuances de ne pas l'être, ou de ne pas l'être « tellement », pour reprendre la formule de Michel Foucault. Jolie prudence que ce « tellement », qui dit à la fois l'impossibilité de gouverner entièrement des corps et des âmes qui échappent toujours, incidemment, au pouvoir, et l'impossibilité de se soustraire pour de bon aux techniques de gouvernement. Peu, voire pas représentés dans le panthéon de la philosophie politique, ces arts de ne pas être gouverné n'en surgissent pas moins ici et là dans les archives. Leur forme concrète épouse les différents systèmes de pouvoir auxquels ils s'ajustent. Ils recouvrent autant l'art de l'esquive que celui du face-à-face, depuis les resquilleurs et contrebandiers jusqu'à ces paysans allemands qui, en 1715, refusaient de payer l'impôt en clamant haut et fort que, « puisque les nobles avaient consenti l'impôt, ils n'avaient qu'à le payer ».

Arts, ou peut-être tactiques, voire, dans certains cas, stratégies consciemment déployées, ces pratiques individuelles ou collectives, « partenaires et adversaires à la fois des arts de gouverner », dit Foucault, répondent aux efforts des autorités pour encadrer, compter, mesurer, mobiliser, taxer, contrôler, sédentariser, surveiller, cartographier : par la dérobade, le sabotage, la contrebande, la fraude, mais aussi par l'action collective, l'émeute ou le procès, les gouvernés apprennent, aussi vite que les normes sont édictées, à développer en retour des pratiques de contournement ou d'opposition.

Surmonter les silences et les parti pris

Reste, pour les aborder en historien, à surmonter les silences et les parti pris des sources. L'immense majorité des archives proviennent d'autorités, étatiques ou non, et ont souvent en commun de présenter la foule comme ingouvernable, irrationnelle, demandant à être bridée, canalisée, endiguée, pour éviter l'inéluctable issue qui, si les gouvernés devaient être livrés à eux-mêmes, ne manquerait pas d'arriver : la stasis, le chaos ou le renversement de l'ordre établi. Ce topos de la foule comme meute régit encore certaines de nos représentations politiques. De petites dérobades en grandes résistances, les arts de ne pas être tellement gouvernés n'ont-ils pourtant pas été pour partie le lieu d'élaboration de cultures politiques contestataires auxquelles nous devons, aussi, une partie de notre modernité politique ?

Seulement ces cultures-là sont plus difficiles d'accès, et ceux qui contournent, subvertissent ou affrontent ne laissent que fort rarement un témoignage direct de leurs infractions, faute de savoir écrire, ou par crainte de représailles. Il faut donc que l'historien lise entre les lignes ce qui se dit à mots couverts dans un interrogatoire, qu'il décèle ce qui se confie à certains, mais se tait devant d'autres, qu'il aille chercher ce qui se murmure loin des oreilles du pouvoir, et ce qui se proclame en plein jour. Fragmentaire, l'histoire des ingouvernables implique elle-même tout un art de la lecture qui court toujours le risque de la surinterprétation.

La possibilité d'un changement radical

Ces arts de pas être gouvernés sont-ils « politiques » ? Expriment-ils un refus explicite de l'autorité de l'Etat ou du pouvoir ? L'anthropologie anarchiste d'un James Scott a voulu voir dans l'ingouvernabilité des habitants de Zomia, jouant, selon l'heureuse formule de Romain Bertrand, « à chat perché avec l'Etat », un refus conscient et intentionnel de l'emprise étatique. La question est délicate, en particulier pour l'Europe avant les politisations du milieu du XIXe siècle : le fait que ces refus ne puissent être formulés dans les catégories de la politique moderne et/ou occidentale a conduit bien des historiens à les classer sans autre forme de procès dans la catégorie des phénomènes primitifs. Et pourtant, l'étude attentive de certaines pratiques d'ingouvernabilité révèle un souci éloquent de la chose publique et du bien commun : lorsqu'ils refusent l'impôt, ce n'est pas tant son poids qu'invoquent les contribuables allemands des XVIIe et XVIIIe siècles que l'injustice de sa répartition, le manque de transparence d'une administration soupçonnée de détourner les deniers destinés au « bien commun », ou encore leur droit de se rassembler pour s'entretenir des affaires communes et consentir aux montants des levées fiscales.

Transparence, équité, consentement : le triptyque est bien éloigné de l'image de pioches et de faux s'abattant aveuglément sur des receveurs fiscaux. Si l'on prend au sérieux ce que les (in)gouvernés ont à dire de leur gouvernabilité, on verra qu'écrire leur histoire, c'est parfois même saisir ces moments, rares et souvent fugitifs, où ils ont imaginé, à rebours du reste du monde, la possibilité d'un changement radical dans l'ordre des choses : un monde sans seigneurs, sans corvées, sans esclavage ou sans roi.

Reste que, des « Panama Papers » aux « FinCEN Files », l'actualité nous rappelle aussi que les plus ingouvernables sont rarement les plus subalternes. Des GAFA [Google, Apple, Facebook et Amazon] esquivant tout contrôle collectif aux citoyens opulents échappant à l'impôt par mille et un stratagèmes, cette ingouvernabilité-là n'obéit pas aux mêmes ressorts : elle s'appuie souvent sur un réseau d'auxiliaires spécialisés et rémunérés, qui lui confèrent une efficacité redoutable.